

DCAF

Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

Newsletter Avril 2022

Division Afrique Sub-Saharienne (SSAD)

Programme Regional Sahel

Policy Brief

Dr. Oswald Padonou

Expert International, DCAF



Dans le cadre du projet de 'Renforcement du contrôle des ressources financières allouées aux forces de défense et de sécurité du G5 Sahel' et du programme régional 'Gouvernance du secteur de la sécurité au Sahel', le DCAF appui les autorités nationales compétentes du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie et du Niger à renforcer le contrôle de la gestion des ressources allouées au secteur de la défense et de la sécurité en vue d'améliorer l'efficacité des institutions, la qualité des services rendus à la population et de la lutte contre la corruption et les pratiques frauduleuses. [\[Lire Policy Paper\]](#)

Burkina Faso

Atelier de formation en communication institutionnelle - Ouagadougou

Au cours de l'année 2021, le DCAF a conduit une **évaluation en matière de communication institutionnelle** et de gestion de l'information au sein des institutions du secteur de la sécurité, accompagnée de recommandations stratégiques et d'un plan d'actions prioritaires. Elle s'est basée sur la collecte, l'examen et l'analyse de la documentation et des supports de communication de différentes institutions du secteur de la sécurité ainsi que sur des entretiens relatifs aux pratiques et défis en matière de communication externe et de gestion de l'information. Les conclusions de l'évaluation ont mis en exergue le besoin de renforcement des capacités en matière de communication des acteurs du secteur de la sécurité au Burkina Faso. Dans ce cadre, le DCAF a organisé un **atelier de formation du 11 au 13 avril sur les techniques de communication** en faveur de 36 représentants (dont huit femmes) des institutions du secteur de la sécurité. L'atelier s'est déroulé en deux phases complémentaires : la première dédiée aux aspects théoriques, techniques et aux outils de communication, la deuxième organisée autour de **travaux en groupe afin d'élaborer les stratégies de communication institutionnelle**.

Atelier de dissémination des outils de contrôle citoyen - Kaya



Du 28 au 31 mars, un atelier a été organisé à Kaya au profit de vingt représentants (dont 10 femmes) d'organisations de la société civile des régions des Centre-Nord. Pendant quatre jours, ils ont travaillé sur l'utilisation de la **boîte à outil du contrôle citoyen dans le secteur de la sécurité**, élaborée en 2021 par DCAF, le Groupe Recherche Action sur la Sécurité Humaine (GRASH), le Centre pour la Qualité du Droit et de la Justice (CQDJ) ainsi que la Commission Nationale des Droits Humains du Burkina Faso. **Concrètement, la boîte à outils correspond à des canevas de fiches d'entretiens avec les victimes ou les témoins, de fiches de collecte de données, de rapports, de lettres de saisine et de plaidoyer ainsi que de modèles de plaintes.** Elle permet aux différentes organisations de la société civile de disposer de modèles standardisés et uniformisés renforçant ainsi leurs capacités d'action. Inscrit dans une logique de **dissémination et de diffusion** des outils de contrôle citoyen dans le secteur de la sécurité, cet atelier contribue à améliorer l'**efficacité du contrôle externe et la redevabilité des institutions de secteur de la sécurité**. Les différents représentants des organisations de la société civile ont renouvelé leur engagement en faveur de l'organisation d'une veille citoyenne permettant un contrôle citoyen coordonné, structuré et méthodique des institutions du secteur de la sécurité, en particulier dans les régions du Centre-Nord.

Mali

Soutien à l'élaboration et la mise en œuvre d'outils techniques et méthodologiques pour l'opérationnalisation du Comité Consultatif de Sécurité (CCS) - Bamako



A la suite de l'atelier de lancement des activités du **Comité consultatif de sécurité du District de Bamako** et de la formation de ses membres sur leurs rôles et responsabilités, en novembre 2021 en partenariat avec le Commissariat à la RSS, le DCAF a appuyé le 27 avril la tenue de sa première réunion organisée sous la présidence du Gouverneur du District. Il s'agissait **d'assurer l'opérationnalisation du Comité consultatif de sécurité, structure qui vise à améliorer la réponse aux préoccupations sécuritaires des populations**, à renforcer les échanges sur la situation sécuritaire du district de Bamako, à contribuer au partage d'informations, et à formuler des avis et des recommandations à l'endroit des autorités locales et des forces de sécurité. De manière spécifique, cette réunion a permis de discuter également de la mise en place d'un mécanisme de suivi des recommandations du CCS.

Soutien à la révision des modules de formation des corps de police et leur intégration dans le plan de carrière de la police - Bamako

Suite à la demande de la Direction Générale de la Police Nationale (DGPN) du Mali, le DCAF accompagne techniquement le **processus de révision des modules de formation des agents de la police et la faisabilité pour leur intégration dans le système de gestion des carrières**.

Cette activité s'inscrit dans le cadre de la réforme globale du plan de carrière des fonctionnaires de police au Mali. Ainsi, DCAF a organisé 4 sessions de travail avec les responsables de la DGPN et a recruté un expert pour conduire cette étude de faisabilité qui permettra de réaliser un premier diagnostic de la situation actuelle et des différentes étapes pour la mise en œuvre de la réforme.

Niger

Atelier de validation de la compilation du cadre légal de la Défense nationale – Niamey



En septembre 2021, une équipe d'experts du DCAF a commencé un travail de **compilation du cadre normatif du secteur de la défense de 1960 à 2021 du Niger**. L'objectif est d'améliorer l'accès et la connaissance de la législation en permettant aux membres des institutions du secteur de la sécurité et au grand public de consulter l'ensemble des textes de lois qui régissent le secteur de la défense au Niger. Tous les textes ont été compilés en cinq tomes : (1) la législation constitutionnelle ; (2) la législation de l'administration centrale du ministère de la Défense nationale ; (3) la législation relative aux Forces armées nigériennes (FAN) ; (4) la législation relative à la Gendarmerie nationale ; et (5) les instruments légaux internationaux relatifs à la coopération militaires, incluant les conventions, traités, protocoles et régulations

ratifiés par le Niger.

Un comité de lecture de 15 personnes (dont deux femmes) issues de différentes institutions du secteur de la défense a été mis en place par le ministère de la Défense nationale afin de valider ce travail de compilation. Ainsi, du 19 au 21 avril 2022, les experts du DCAF et le comité de lecture se sont réunis lors de l'atelier de validation qui a permis de présenter la compilation et de la valider. Les cinq tomes seront prochainement imprimés et distribués aux partenaires nationaux du DCAF. Dans un deuxième temps, l'ensemble des textes seront numérisés et hébergés sur un site internet accessible au public.

Atelier multi-acteurs sur la promotion et la protection des droits humains avec la CNDH - Niamey.



Les 26 et 27 avril 2022, la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) et le DCAF ont conjointement organisé un **atelier multi-acteurs sur la promotion et la protection des droits humains au Niger**. Cet atelier a réuni 28 participants (dont neuf femmes), issus des forces de défense et de sécurité, de l'Assemblée nationale, de la CNDH, du Conseil économique, social et culturel (CESOC), du Médiateur de la République, d'organisations de la société civile et des médias. Dans un premier temps, la **CNDH a présenté sur son rôle, en particulier en matière d'identification et de traitement des plaintes liées aux violations des droits humains** alléguées aux forces de défense et de sécurité. Durant la deuxième journée, dans le cadre des travaux de groupes, les participants ont eu **l'opportunité d'échanger sur les défis rencontrés par leurs institutions en matière de promotion et de protection des droits humains**. Le manque de ressources et de capacité des institutions, la difficulté à collecter des preuves suffisantes pour le recours en justice, ou encore la difficulté à accéder aux informations en raison de la culture du secret qui existe au sein du secteur de la sécurité, sont cités parmi les principaux défis.

Sahel/Régional



Dans le cadre du projet de 'Renforcement du contrôle des ressources financières allouées aux forces de défense et de sécurité du G5 Sahel' et du programme régional 'Gouvernance du secteur de la sécurité au Sahel', le DCAF appui les autorités nationales compétentes du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie et du Niger à **renforcer le contrôle de la gestion des ressources allouées au secteur de la défense et de la sécurité** en vue d'améliorer l'efficacité des institutions, la qualité des services rendus à la population et de la lutte contre la corruption et les pratiques frauduleuses. C'est dans ce cadre que nous sommes heureux de **partager le Policy Brief 'Promouvoir le contrôle financier : un élément essentiel pour la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité'** par le Dr. Oswald Padonou, expert international du DCAF. Le Policy Brief met en exergue l'importance et les enjeux du renforcement du contrôle financier des institutions du secteur de la sécurité par les organes de contrôle interne et externe, les dynamiques initiées et les bonnes pratiques identifiées dans les différents pays du Sahel. En effet, il estime que 'le progrès dans ce domaine est et sera fondamental pour la transparence, la crédibilité, l'efficacité, et la redevabilité de la gouvernance démocratique au Sahel et au-delà'. Dr. Oswald Padonou s'exprime plus en détails sur le sujet dans la vidéo.

Gender & Security Feature

Basée sur les résultats préliminaires des évaluations de la Mesure des opportunités de participation des femmes aux opérations de paix (MOWIP) menées dans les institutions de sécurité (armée nationale, gendarmerie et police nationale) de quatre pays (Ghana, Sénégal, Uruguay et Zambie), l'histoire de Sarah en vidéo animée met en lumière les différents obstacles à la participation significative des femmes en uniforme tout au long de leur carrière. Elle présente également une série de bonnes pratiques visant à promouvoir la participation significative des femmes dans les institutions de sécurité et les opérations de paix.



Copyright © *| 2022 | DCAF |*, All rights reserved.

Want to change how you receive these emails?
You can [update your preferences](#) or [unsubscribe from this list](#).